

Réflexions générales après la pandémie de COVID 19

avec résumés de lecture et synthèse

Claude Roche

Membre du bureau d'Eurodéfense et Vice-président de l'Académie de l'air et de l'espace¹

11 Mai 2020

Introduction

La crise actuelle du COVID 19 est sans précédent à ce niveau depuis de nombreuses décennies : implication mondiale, nombreux décès, lutte contre un virus dont on connaît très peu de choses sur son développement, comme sur les défenses à déployer, conséquences économiques mondiales d'une ampleur considérable, et sans doute aussi conséquences politiques à venir encore inconnues.

Rédiger une note sur les conséquences de cette crise, et surtout sur ce qu'il est opportun sinon nécessaire de décider et de faire, nous est apparu comme prématuré, alors que les confinements sont toujours au moins partiellement en cours. Nous avons préféré lire les avis de certaines personnalités, certains organismes, certains décideurs, et en faire des résumés de lecture et une synthèse. Les mathématiciens nous disent bien que la moyenne d'avis différents est en probabilité moins loin de la réalité que n'importe lequel de ces avis.

Nous avons analysé plus de trente de ces documents. Nous en avons pris sept parmi les plus significatifs. Ils ont tous été publiés entre le 10 Avril et le 2 Mai 2020.

Ces sept documents sont résumés en annexe, avec leurs références internet.

La synthèse ci-après de ces notes de lecture peut se décrire selon cinq rubriques : l'économie (ampleur et actions à faire), les risques mondiaux, la problématique politique (organisation des nations et des régions à améliorer), l'Europe, la gouvernance mondiale.

1. L'économie

Quelques chiffres d'abord. Les PNB des nations ont diminué en deux mois de manière considérable : les PNB des pays de l'OCDE ont diminué brusquement au départ de 18 à 30% selon les pays, pour l'année 2020 le FMI prévoit des baisses pour l'Eurozone de 7,5% et pour les USA de 5,9%.

A cela s'ajoute le nombre de chômeurs : aux USA plus de 30 millions leur amenant un taux de chômage de 14,7%, quelques millions en France et en Grande Bretagne, au moins 300 millions dans le monde surtout en Asie. A noter néanmoins la grande variabilité des chiffres en fonction des types d'organisation nationale. En particulier la France, jouant sur le chômage partiel momentanément, montre un taux de chômage complet plus faible.

Le monde est actuellement dans un cas particulier où on observe une crise à la fois de l'offre et de la demande, l'offre par les emplois perdus ou allant être perdus pour longtemps et qu'on ne pourra pas tous sauver, la demande par la baisse consécutive des revenus et de la consommation, ainsi que celle des approvisionnements des sociétés ayant fait faillite.

En même temps que cette crise, on va observer une évaporation du savoir, et un délitement durable des chaînes d'approvisionnement.

Ce fait sera encore plus clair dans les pays pauvres et en développement. Une conséquence indirecte de la crise sera donc l'augmentation prévisible de l'immigration venant de ces pays. Une action vers eux sera nécessaire rapidement.

Il faut donc des plans de soutien de l'offre et de la demande en parallèle, et cette fois-ci particulièrement et d'abord de la demande.

¹ avec Eric Dautriat, dont les remarques ont été prises en compte.

Les différents pays et régions prévoient des investissements extrêmement importants :

- L'Europe prévoit à court terme entre 1100 et 1500 milliards d'euros d'emprunts long terme (20 à 30 ans), provenant du Mécanisme Européen de Stabilité, du Fonds Paneuropéen de Garantie, du Fonds de réassurance chômage, d'un Plan de Relance particulier, d'un engagement de la BCE. A ces financements, s'ajouteraient des financements purement nationaux : la France prévoyant à cet égard 300 milliards.

- Les USA prévoient de même un financement du même ordre de grandeur pour leur industrie.

La remise à hauteur de la situation prendra plusieurs années. La crise financière de 2008 a mis 6 ans pour se résorber. Cette fois-ci nous pouvons prévoir plus de 10 ans.

2. Les risques mondiaux

En arrière-plan des réflexions un peu géopolitiques qu'on développera plus loin, rappelons évidemment les risques possibles sinon probables de nos sociétés :

- L'accélération apparente des fréquences des épidémies et pandémies depuis quelque temps.

La peste : dans l'histoire elle est intervenue plusieurs fois, mais s'est arrêtée à la fin du XIX^e siècle

Le cocolitzli : au XVI^e siècle avec 17 millions de morts

Le choléra, la variole qui ont aussi fait des ravages dans l'histoire et qui ont à peu près disparu

La fièvre jaune : non encore éradiquée

La poliomyélite : dont le vaccin est au point maintenant

La grippe espagnole : en 1919, plus de cent millions de morts

La grippe asiatique : arrêtée en 1958 après 2 millions de morts

Le Sida : près de 30 millions de morts depuis 1980, dont on ne peut se vacciner

Le H1N1 : en 2010, quelques centaines de milliers de morts

L'Ebola : à partir de 2013, ne s'est pas arrêté faute de traitement et de vaccin

Le Zika : des années 2015, sans traitement ni vaccin

et maintenant le COVID19, sans encore de traitement ni de vaccin, de l'ordre de 1300 milliers de morts aujourd'hui.

- Le réchauffement climatique. Il est réel, augmente malgré de nombreuses promesses et décisions, avec toutes ses conséquences. Il augmente lentement mais sûrement.

- La pollution humaine du monde et de notre environnement (en sus du réchauffement), avec ses conséquences, en particulier sur la biodiversité et l'équilibre écologique.

- Les crises sociales, que Dominique Strauss-Kahn appelle en global crise de l'« être », liées aux heurts des valeurs, de la morale, des relations aux autres. La crise actuelle pourra en provoquer.

- Le terrorisme qui se développe par vagues successives et de manière complexe. Chacun a des explications, quelquefois des solutions, mais le processus augmente indépendamment.

- Enfin, le risque de guerre : le risque géopolitique de la concurrence entre les USA et le monde occidental, et la Chine, avec des points chauds explosifs comme l'Ukraine et le Moyen Orient.

Rappelons simplement que Graham Allison de l'Université de Harvard et conseiller du gouvernement américain pendant de nombreuses années, a publié un ouvrage il y a 3 ans (Destined for War : Can America and China Escape Thucydides' Trap ? Houghton Mifflin Harcourt, 2017), qui analyse l'histoire des 500 dernières années et les situations où une puissance dominante a été délogée de sa position par une puissance montante. Il en a trouvé seize cas, et sur ces seize, douze ont abouti à une guerre. Il y aurait donc une probabilité significative pour que ce soit aussi le cas entre les USA et la Chine. Et ce ne sont pas les allumettes qui manquent.

3. La problématique politique des organisations de chaque nation

La diversité des réactions des diverses nations ayant traité de la crise, montre la force et la faiblesse de chacune pour s'y préparer. La plupart des documents analysés en parlent naturellement. Signalons que pour être capable de traiter correctement une telle crise qui sort singulièrement du normal, il faut successivement et logiquement :

- Analyser chacun des risques possibles, les différents moyens à utiliser pour s'y préparer quand il arrivera, et leurs modes et conditions d'utilisation qui lui correspondent
- Décider d'une politique générale en fonction du risque, et des moyens de cette politique
- Effectuer les investissements nécessaires pour les opérations, et les gérer au fil du temps
- Mettre en place les moyens de renseignement adaptés à la préparation et aux opérations
- Préparer la doctrine d'emploi : stratégie, opération, tactique
- Alors, quand il le faut, faire simplement et rapidement ce qui était prévu

Remarquons les deux points fondamentaux suivants :

1. Cette logique, avec chacune de ses fonctions, doit être utilisée dans les domaines :

- Santé
- Sécurité
- Social
- Défense
- Gestion du réchauffement
- Environnement et écologie

qui correspondent chacun à des risques importants et qui augmentent plus ou moins rapidement.

Dans les faits elle n'est pas ou peu utilisée, sauf sans doute dans le domaine de la défense mais alors de manière assez disparate en Europe et insuffisamment coordonnée.

2. Cette logique représente des investissements et des réflexions d'intérêt général, elle est donc de responsabilité de l'Etat, qui doit la mettre en œuvre de manière régaliennne, en pouvant soustraire des modules au privé, comme la réalisation de certains outils ou certaines opérations.

La conclusion de nos documents analysés est qu'il y a une frontière à mieux préciser entre ce qui est régalien et ce qui peut ou doit rester libéral. Mieux définir ce que doit faire l'Etat et ses responsabilités, en plus des règlements nécessaires pour la bonne marche du libéralisme, tout ceci décidé de manière démocratique.

Liées à cela, les limites entre l'intérêt général avec la coercition correspondante et les intérêts particuliers avec les libertés publiques. Aussi les limites entre la démocratie représentative et la démocratie directe proche du populisme.

4. L'Europe

On retrouve encore un point commun entre les documents analysés : il faut une Europe cohérente, bien organisée et forte.

La logique régaliennne précédente, qu'elle soit appliquée à la santé, la sécurité, la défense, le réchauffement ou l'écologie, est à coordonner profondément au niveau européen, chaque nation restant toujours aujourd'hui, et jusqu'à une transformation de l'Europe non encore prévue, responsable de chacun de ces domaines dans chaque nation.

Cette cohérence et cette force de l'Europe est nécessaire pour tous et chacun, si on veut traiter correctement les risques décrits dans le paragraphe précédent.

Rappelons en même temps les résultats d'un sondage récent européen sur le besoin de concertation: 84% des Espagnols, 79% des Italiens, 61% des Français, 60% des Allemands demandent plus de concertation et de cohérence au niveau européen. Tenons compte aussi de la différence entre la position de ces Européens vis-à-vis de l'Europe, et la leur vis-à-vis de sa gouvernance.

5. La gouvernance mondiale

On observe depuis quelque temps un silence assourdissant des organismes internationaux comme l'OMS, l'OMC, le Conseil de Sécurité..., en parallèle avec un mépris de certains pays pour ces organismes.

Etonnamment pourtant et exceptionnellement, dans le risque du réchauffement climatique, il existe le GIEC qui a pour rôle d'instruire le dossier pour les décideurs mondiaux. Mais ses avis restent très techniques et sans doute ne tenant pas assez compte des aspects et conséquences économiques et politiques, et ils ne sont pas efficacement suivis par les décideurs des nations.

Cela est extrêmement dommageable dans tous les domaines pour la gouvernance mondiale, et in fine pour chacun. Soyons pragmatiques : une amélioration de ces faits ne pourra s'observer qu'après l'accord des grandes puissances.

C'est encore un point commun entre les documents que nous avons analysés.

Conclusion

- En arrière-plan des documents analysés, on détecte clairement le constat que les risques mondiaux importants augmentent considérablement, qu'ils soient des risques de santé, de sécurité, social, géostratégique et guerre, de réchauffement climatique, d'environnement et écologie. Ils augmentent diversement mais ils augmentent, et surtout ont une importance significative.
- Ces risques sont tous mal gérés. Ils nécessitent tous des réflexions préalables importantes, des investissements importants, des organisations adaptées, et ce qu'on appelle dans le domaine de la défense des doctrines préparées : avec stratégie, organisation des opérations et tactique.
Certains risques sont mieux gérés que d'autres. Les pays avancés sont en général bien organisés à cet égard pour la défense. mais ils peuvent être en même temps très mal organisés pour la santé, en ayant une excellente gestion de la santé pour les périodes normales, mais très mauvaises pour les crises, souvent non prévues. Pour chaque risque, toutes les fonctions précédentes doivent être étudiées et implémentées, si on veut que chaque crise, quand elle arrive, soit efficacement gérée avec le minimum de victimes et le moindre coût, ce qui n'a pas été le cas général pour le COVID 19 qui va coûter à l'ensemble des pays un certain nombre de milliers de milliards de dollars ou d'euros.
- Depuis les réflexions initiales, cette gestion doit être étatique et régaliennne au sommet, le libéralisme n'étant utilisé qu'en sous-traitance.
- Cette gestion de crise, en préparation ou en opération, nécessite une coopération internationale qui n'a que très peu existé. En particulier celle au niveau de l'Europe, alors que pour préparer une nouvelle crise quelle qu'elle soit, il faut que l'Europe soit forte.
- La coopération au niveau mondial est aussi à recréer, avec la prise en compte, dans l'intérêt de tous et de chacun, des organismes internationaux comme l'OMS, l'OMC, le Conseil de Sécurité,... Il s'agit là principalement du rôle des grandes puissances, et de leurs erreurs actuelles.

Annexe

Résumés de lecture des sept documents analysés principaux 5 Mai 2020

1- Document Dominique Strauss-Khan : « L'être, l'avoir et le pouvoir dans la crise », Le Club des Juristes, 10 Avril 2020.

<https://www.leclubdesjuristes.com/letre-lavoir-et-le-pouvoir-dans-la-crise/>

Le document commence par une description des effets actuels de la crise, décrivant la crise de l'« avoir » puis la crise du « pouvoir » avant d'avancer quelques idées sur la direction à prendre.

Crise de l'« avoir » :

Il s'agit d'un choc sur à la fois l'offre et la demande : la récession de l'offre par les emplois perdus pour longtemps que l'Etat ne sauvera pas tous, et la récession de la demande par la baisse conséquente des revenus et de la consommation, l'ensemble amenant une fonte considérable des actifs financiers dont le retour à la normale se retrouvera « dans longtemps ».

Le chômage a été brutal et d'une taille considérable et probablement à moyen ou long terme, entraînant peu à peu une évaporation du savoir et un délitement durable des chaînes d'approvisionnement. Les pays fragiles verront leur pauvreté augmenter ainsi que le nombre de leurs morts.

Les outils existent dans les banques centrales qui devraient se coordonner malgré l'isolationnisme des USA et la tiédeur de l'Europe, pour aider le monde développé et les pays émergents si on ne veut pas voir des millions d'immigrés rejoindre le Nord.

En conséquence, il faut au plan mondial revoir la division du travail et des chaînes d'approvisionnement, même si tous en ont bénéficié, pays développés et pays émergents.

Il faut sortir de l'impasse de la croissance économique, cachée par l'ingénierie et les crises financières. Opérer le renouveau de l'offre par des investissements opportuns. A la condition bien sûr d'avoir aidé au début significativement la demande.

On constate que depuis quelques décennies les inégalités entre individus augmentent, pendant que celles des pays diminuent. On risque avec ces réactions obligatoires d'observer l'inverse, et de pénaliser les pays émergents par un rapatriement dans les pays développés des chaînes d'approvisionnement stratégiques.

Il reste à cet égard le problème de la cohérence politique internationale, en particulier européenne. En Europe, avoir une réponse budgétaire mutualisée jusqu'à présent difficile à faire accepter, avec des réponses cohérentes au chômage et aux prêts. Monétiser les dettes, émettre des dettes nouvelles de manière cohérente.

De manière générale : il faut un plan de soutien à la demande, la coordination entre banques centrales, et agir concrètement aussi en dehors des pays développés.

Crise du « pouvoir »:

Le problème de l'autonomie des Etats dans un monde mondialisé, par rapport aux rôles auparavant dévolus aux organisations internationales apparait particulièrement en ce moment : les faiblesses de l'OMS, de l'OMC, du Conseil de Sécurité sont assourdissantes.

Nous sous-estimons notre dépendance technologique, en particulier en numérique, en données, en cyber-combat. Il faut une Europe plus forte et qui existe. Nous sommes trop faibles. La crise a prouvé notre inefficacité.

Notre identité s'est fondue dans la mondialisation, elle peut revenir dans l'Europe. La souveraineté est seulement possible si on la partage avec les autres européens.

On découvre aussi clairement le problème de la démocratie. On pense que pour tout, l'accumulation des intérêts particuliers est supérieure à l'intérêt général. Les gouvernants sont pressurés par les réseaux sociaux, et chacun est déçu des résultats. La démocratie supposant faire prendre des décisions par des élus par le peuple, ceux-ci sont amenés à jouer le court terme en oubliant son rôle de vue à long terme pour préparer les crises éventuelles. On l'observe d'ailleurs en France depuis les années 1940, et aujourd'hui de manières criantes.

Aujourd'hui s'ajoute le débat sur les limites entre la coercition pour le bien général par rapport aux demandes de libertés publiques, qui se retrouvent plus maintenant dans les réseaux sociaux que les réflexions à long terme.

Une crise apparait dans cette logique : démocratie représentative vers démocratie directe vers populisme, ouvrant peu à peu la porte entre démocratie et autocratie.

Conclusion : quelle direction prendre ?

On observe depuis un siècle les grands cycles du libéralisme avec des méthodes différentes de régulation du capitalisme : jusqu'à 1914-1918, jusqu'à 1940-1945, jusqu'à 1970, jusqu'à maintenant.

Un nouveau cycle s'ouvre et qu'il faut créer, tenant compte des nouveaux modes de production, de nouvelles idées politiques, une nouvelle gestion de la scène internationale, l'utilisation des outils de communication, d'information et d'aide à la décision. Dans tous les cas il doit mettre en avant les coopérations économiques et les régulations cohérentes efficaces. Il amènera une fragmentation et réorganisation de la mondialisation.

Le problème de la santé actuel n'étant qu'un symbole du reste comme la défense, la sécurité, l'immigration, le réchauffement climatique, la pollution, autant de domaines dont la régulation régalienne internationale doit être améliorée significativement.

2- Document de François Heisbourg : « Le virus et la géopolitique », FRS, 21 Avril 2020.

<https://www.frstrategie.org/publications/notes/virus-geopolitique-2020>

En ce début de crise, on est devant une « imprévisibilité massive en ce qui concerne les conséquences sociétales, économiques et politiques d'une pandémie dont la durée ultime et la sévérité future demeurent inconnues ». On observe en même temps une baisse catastrophique de l'offre et la demande, qui n'a jamais encore été observée depuis de nombreuses décennies. Le papier essaye néanmoins d' « évaluer la manière dont seront modifiées les perspectives géopolitiques des acteurs les plus puissants en termes stratégiques ou économiques : les Etats-Unis, la Chine et l'Union européenne ».

Les relations Etat, nation et peuple

La frontière entre la démocratie et la dictature apparait de plus en plus floue depuis quelques décennies. Est-ce que la crise va ou non favoriser la démocratie ? Est-ce que cette frontière partagera ou non plus clairement les domaines régaliens des domaines « libres » ?

En particulier on semble observer le retour de l'Etat (avec peut-être trop de rémanence d'anciennes idées politiques des partis) ou la demande de ce retour dans la maîtrise des ressources et la gestion de l'économie dans ce qu'elle implique la nation. Et surtout dans un rôle stratégique de préparation du futur et des gestions des grandes crises à venir : impliquant la défense, la sécurité, la santé, le climat, les ressources, la pollution. Avec des arbitrages à effectuer dans les domaines ayant des conséquences stratégiques comme les télécommunications, l'informatique, les big data et l'IA. « Le maniement des Big Data, en lien avec l'intelligence artificielle et d'autres transformations concernant la cybersphère, était devenu un sujet remodelant la géopolitique au XXIe siècle. Ce processus va s'accélérer, mais avec l'Etat, démocratique ou dictatorial, au centre du jeu, plutôt que les GAFAM américaines ou les BATX chinois ».

On observe aussi une plus grande importance donnée aux régions, par rapport à la nation. La crise pourrait donner des responsabilités plus claires entre les deux.

L'économie

La gestion de l'économie et des finances devra changer considérablement d'abord pour résoudre la crise, ensuite pour établir une meilleure gestion pour éviter au mieux ces crises et sinon les résoudre plus facilement et rapidement.

L'économie des pays de l'OCDE s'effondre entre 18 et 30% selon les pays. A cet égard on retrouve une situation similaire aux années 1930, qui a été assainie de nombreuses années après et provoquant une guerre entre autres raisons. L'équivalent de celle-ci pourrait apparaître pour un grand pessimiste dans les relations possibles entre USA et Chine.

Les USA

Les Etats Unis peuvent s'en sortir grâce à leur dynamisme et à leurs règles de gouvernance.

Par contre ils découvrent que leur économie dépend beaucoup des autres en particulier de la Chine.

Avant la crise, le pays était divisé depuis le Vietnam, avec augmentation des inégalités. La crise risque d'augmenter ces divisions, et s'ajoutant à cette dépendance chinoise l'amener à tenir une position isolationniste qui était celle de Roosevelt dans les années 30.

La Chine

Apparemment elle avance. Mais la crise a momentanément entaché sa réputation ; elle doit la gérer. D'après les études sur l'économie de ce pays, il leur faut une augmentation annuelle du PNB de 6%, avec un export de 20% du PNB. Les effets de la crise diminuant ses exportations vers les pays développés, va entraîner sans doute quelques problèmes sociaux en risquant de la rendre plus agressive.

L'Union Européenne

Actuellement « hétéroclite et désordonnée », elle manque de clarté dans ses décisions politiques, et elle est très exposée à l'export.

On peut envisager deux hypothèses pour l'Europe :

- Soit : l'Italie fait faillite, c'est la fin de l'euro, les nations reprennent leur pouvoir et on a une fin comme « celle du Saint Empire Romain Germanique »
- Soit l'Europe reprend le travail et plus rapidement que les USA, grâce à notre politique de chômage partiel. On observera les vertus des frontières extérieures et on se défendra contre les Gafam et les Batx, misant sur une méfiance européenne de la Chine dans ces domaines.

La recommandation est bien d'affermir l'Europe, en jouant donc sur les effets de la crise.

3- Document de Josep Borrell, Haut Représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité : « COVID 19 : le monde d'après est déjà là », IFRI, Avril 2020.

https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/covid-19_le_monde_dapres_est_deja_la.pdf

En résumé, il faut améliorer significativement la mondialisation et son idéologie néo-libérale, la gouvernance mondiale, et la résilience de la démocratie et de l'Union Européenne.

La mondialisation et le néo-libéralisme :

L'efficacité de chaque acteur économique a poussé à des chaînes d'approvisionnements mondiales faisant fi des risques naturels ou autres et des risques géostratégiques. Il faut maintenant diversifier ces chaînes, en se protégeant sans se fermer, et diminuer nos vulnérabilités. Il faut recalculer les priorités, avec en particulier sortir de l'organisation en silos et faire plus de stratégie. « Les intérêts des citoyens doivent primer sur ceux des consommateurs ». Les règles de la concurrence sont aussi à revoir. Il faut trouver un point d'équilibre mondial entre protectionnisme et efficacité. « Il faut que l'Europe cesse d'être offerte au reste du monde ».

Les problèmes mondiaux de base restent basiques : biodiversité, réchauffement, risques géostratégiques et sécurité des nations et des peuples,... Pour les gérer correctement il faut plus d'Etat dans les domaines correspondants, alors qu'on observe depuis des décennies un recul de l'Etat. Plus précisément il lui faut plus améliorer sa qualité que sa taille, il doit anticiper et agir correctement en conséquence. Et que cela ne reste pas un vœu pieu comme d'habitude. Cela est pour nous particulièrement valable au niveau de l'Europe. « Tout ceci doit (la) conduire à donner corps et force à l'idée d'autonomie stratégique, dont elle ne saurait se limiter au domaine militaire », « autour de six grands principes : »

- « Réduire notre dépendance » dans les domaines sanitaire et technologique »
- « Prévenir une prise de contrôle de nos activités stratégiques par des acteurs extérieurs à l'Europe »
- « Protéger nos infrastructures sensibles contre les cyber-attaques »
- « Eviter que la délocalisation de certaines activités économiques et la dépendance qui en découle, portent un jour atteinte à notre autonomie de décision »
- « Etendre le pouvoir normatif de l'Europe aux technologies de demain, pour éviter que d'autres ne l'exerce à nos dépens »
- « Prendre le leadership dans tous les domaines où le déficit de gouvernance mondiale conduit à la destruction du système multilatéral ».

Gouvernance mondiale:

La faiblesse criante actuelle de l'OMC, l'OMS, le Conseil de Sécurité consacre la faiblesse de la gouvernance mondiale. Les rapports USA/Chine montrent un déficit du leadership mondial préoccupant. Actuellement l'égoïsme des nations fait diminuer leur tendance à coopérer, et ce, in fine, à leur détriment.

L'amélioration de la situation incluant la sortie correcte de la crise actuelle demande des accords internationaux impliquant les USA et la Chine. Le rôle de l'Union Européenne devrait être central dans le processus.

Le cas du manque de solidarité européenne est symbolique du cas mondial. A l'Europe d'améliorer d'abord sa solidarité, avant d'avoir un rôle positif à cet égard au niveau mondial. Il s'agit de solidarités fiscale, financière, économique, industriel, social, humanitaire, principalement liées aux domaines stratégiques de défense, sécurité, santé et salubrité impliquant par ailleurs plus de responsabilités régaliennes.

Résilience de la démocratie et de l'Europe :

Dans chaque pays comme pour l'Europe elle-même, le populisme prouve son inefficacité à la fois économique et sociale. Il faut de la rationalité, de l'expertise, du savoir, représentés malheureusement par certains par l'« élite » à combattre.

En parallèle, l'autoritarisme digital à la Orwell n'est pas recommandé à la fois pour les aspects sociaux et pour la simple efficacité de l'ensemble.

Il reste le narratif démocratique, que l'Europe est capable de recréer de manière plus résiliente, de l'adapter aux diverses situations de long terme et servir de modèle aux autres. Ce qu'elle a perdu depuis quelques temps.

4- Interview de Yves Le Drian, Ministre français des Affaires Etrangères : Coronavirus : « Ma crainte, c'est que le monde d'après ressemble au monde d'avant, mais en pire », Le Monde, 20 Avril 2020.

https://www.lemonde.fr/international/article/2020/04/20/jean-yves-le-drian-ma-crainte-c-est-que-le-monde-d-apres-ressemble-au-monde-d-avant-mais-en-pire_6037128_3210.html#xtor=AL-32280270

Le ministre observe une tendance au repli national partout en particulier en Europe, et une amplification des fractures qui minent l'ordre international, qui lui amènent la crainte que le monde d'après ressemble au monde d'avant mais en pire.

Des acteurs majeurs se désengagent, la rivalité USA/Chine s'exacerbe avec une compétition internationale dans tous les secteurs.

Les USA montrent des hésitations et un certain repli sinon un repli certain, posant une question sur leurs responsabilités, et montrant une cohérence avec la volonté de la Chine de prendre le leadership mondial. Ce que pourtant les USA ne sont pas prêts à accepter. Les USA considèrent l'Europe comme un concurrent, et même selon Trump comme un ennemi (« foe »)

La Chine accélère de manière cohérente et apparait gérer ses problèmes avec un certain recul. Vis-à-vis de l'Europe elle joue sa fragmentation.

Le devoir de l'Europe est de gérer au mieux ces tendances profondes en accélérant sa cohérence, son autonomie et une stratégie commune.

5- Article du Général Vincent Desportes : « Un peu de fierté, l'Europe ! », Le Monde, 15 Avril 2020.

https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/14/coronavirus-un-peu-de-fierté-l-europe_6036496_3232.html

L'Etat n'est plus stratège, il n'est plus que tacticien. Le lien transatlantique est en rupture, la solidarité en particulier européenne est en mode de disparition. Si les USA volent des masques sur le tarmac, comment peuvent-ils sauver Vilnius ?

Les USA disparaissant, l'Europe ne peut compter que sur elle-même.

Si, ce qui est possible, on observe un méga-choc entre la Chine et les USA, que peut faire l'Europe déjà pour s'y préparer ?

Il faut une Europe confédération autonome, avec une autonomie de décision, de régulation, de défense, d'économie, d'industrie avec une cohérence et une volonté : de la fierté l'Europe !

6- Document de Daniel Fiott, Marcin Terlikowski et Torben Schütz: "It's time to vaccinate Europe's defence budgets", Euractiv, 20 Avril 2020.

<https://www.euractiv.com/section/defence-and-security/opinion/its-time-to-vaccinate-europes-defence-budgets/>

Les effets économiques et financiers de la crise actuelle sont particulièrement catastrophiques, se traduisant par une diminution de 7,5 à 12% du PNB de la zone Euro. Cela va entraîner au niveau de la défense une baisse des budgets européens de 21 à 56 Mds d'€ en 2020, et sans doute d'un niveau similaire dans les années suivantes avec une courbe d'amélioration qui durera un certain nombre d'années. Comparons aux effets de la crise de 2008 qui avait fait baisser le budget de défense de 10 Mds d'€ : on a mis 6 ans pour revenir à la normale, et ce « grâce » seulement à la crise de l'Ukraine avec la Russie.

Pendant ce temps, les menaces augmentent et les défis de sécurité sont bien supérieurs à ceux de 2008 : les rapports entre l'Occident et la Chine avec les risques de guerre, les problèmes climatiques, l'immigration non contrôlée qui va probablement encore augmenter, la guerre cyber qui s'installe, le terrorisme.

De plus la remise à hauteur des pays européens demande par ailleurs des dépenses importantes pour traiter les problèmes économiques qui s'installent, avec les multiples faillites et l'aide des sociétés qui auront survécu. Il y aura une concurrence des aides publiques qui pourrait s'effectuer au détriment de la défense qui a souvent servi de variable d'ajustement aux budgets nationaux.

Il est temps de bloquer (« vacciner ») les ressources que l'Europe était en train de bloquer pour la défense et la sécurité.

7- Article d'Arnaud Leparmentier : « Coronavirus : le monde d'après selon Wall Street », Le Monde, 2 Mai 2020

https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/05/02/coronavirus-le-monde-d-apres-selon-wall-street_6038424_3234.html

Depuis le début de la crise, la bourse américaine montre un avis des investisseurs (avec bien sûr les réserves qui s'imposent vis-à-vis de leur représentativité des futures réalités industrielles) pour un demain économique plus cartellisé, plus globalisé et plus technologique. Parmi les actions qui ont le plus monté, on observe Amazon (particulièrement), Tesla, Procter et Gamble.

Malgré les 65000 morts américains début Mai, les trente millions de chômeurs et une baisse du PNB de 5,7% en 2020 d'après le FMI, Wall Street (S&P) a perdu 12% entre Janvier et Avril, pendant que le CAC40 en avait perdu 25. Wall Street enjambra la crise grâce à la FED et le Congrès.

La bourse sectionne les valeurs. Les gagnants : la Silicon Valley, la grande consommation. Les perdants : énergie, transports, PME, agriculture.

Depuis le début de l'année, les GAFAM perdent très peu, chacune moins de 2%, seule Amazon sort du lot complètement et augmente sa valeur de 23,7%, avec un chiffre d'affaire du 1^{er} trimestre ayant augmenté de 26%.

Dans l'automobile, Tesla augmente dans la même période de plus de 67%, pour valoir plus du double des autres constructeurs de Detroit.

Dans le loisir, Netflix augmente de 28%, pendant que Disney baisse de 27%.